

EUROPEAN EXTERNAL ACTION SERVICE



Déclaration de M^{me} Catherine Ashton, Haute Représentante, au nom de l'Union européenne à l'occasion de la Journée internationale des Nations unies pour le soutien aux victimes de la torture, le 26 juin 2012

"Je tiens à réaffirmer, en ce jour, l'attachement de l'UE à la prévention et à l'abolition de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à la réhabilitation complète des victimes d'actes de torture partout dans le monde. Cette journée est l'occasion de dénoncer cette violation ignoble des droits de l'homme et de la dignité humaine. La torture n'est pas seulement une tragédie pour ceux qui en sont victimes, elle est également dégradante et dommageable pour ceux qui commettent de tels actes et pour les sociétés qui tolèrent ce scandale. Le droit international consacre sans ambiguïté l'interdiction absolue de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Aucune culture de l'impunité n'est acceptable.

Rappelant la résolution 66/150 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 19 décembre 2011, l'UE réaffirme sa condamnation de principe de toute forme de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris l'intimidation, qui sont et continueront d'être interdits en toute circonstance et en tout lieu et qui ne peuvent donc jamais se justifier. L'UE appelle l'ensemble des États à appliquer pleinement l'interdiction absolue, et sans dérogation possible, de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

L'UE engage tous les États qui ne le sont pas encore à devenir d'urgence parties à la convention et appelle les États parties à envisager sans tarder de signer et de ratifier le protocole facultatif à la convention. L'UE se félicite que les Philippines, la Mauritanie, le Venezuela, le Cap-Vert, la Tunisie, la Turquie et le Panama aient récemment ratifié le protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. L'UE appelle également tous les États à instituer ou à maintenir des mécanismes indépendants et efficaces de contrôle des lieux de détention en vue de prévenir les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

L'UE invite tous les États à tenir compte des questions hommes-femmes dans la lutte contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en accordant une attention particulière à la violence à caractère sexiste.

L'UE salue et soutient les travaux des Nations unies, du Conseil de l'Europe et de l'OSCE en matière de lutte contre la torture. La coopération des États avec les mécanismes internationaux, tels que le rapporteur spécial des Nations unies, le Fonds de contributions volontaires des Nations unies pour les victimes de la torture et le Comité contre la torture, est essentielle pour assurer l'efficacité de notre système international de protection et de promotion des droits de l'homme.

Par un financement au niveau national et au niveau de l'UE, nous apportons un soutien important aux organisations qui fournissent une assistance, notamment médicale, sociale ou juridique, à de nombreux hommes, femmes et enfants victimes d'actes de torture pour les aider à se rétablir et à retrouver leur dignité humaine. Le 1^{er} juin, l'UE a lancé un nouvel appel à propositions intitulé "Lutte contre l'impunité", qui a pour objet de soutenir des actions de la société civile contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants. L'enveloppe financière totale allouée à cet appel à projets de lutte contre la torture est de 16,215 millions d'euros.

L'UE saisit cette occasion pour saluer les efforts constants d'un grand nombre d'ONG et de personnes qui œuvrent sans relâche pour empêcher la torture et soulager la souffrance des victimes, ainsi que pour mobiliser l'opinion publique à l'occasion de cette journée importante du calendrier des Nations unies.

Nous devons tous unir nos efforts pour affranchir le monde du fléau de la torture."

La Croatie*, pays en voie d'adhésion, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro*, l'Islande⁺ et la Serbie*, pays candidats, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, et le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie se rallient à la présente déclaration.

* La Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.

+ L'Islande continue à être membre de l'AELE et de l'Espace économique européen.